

☐ Tiers Monde

# Les termes de l'échange

Pierre Mendès France

*La revue "Démocratie Nouvelle" publiera dans un prochain numéro une table ronde consacrée aux rapports de la France et du Tiers Monde. Plusieurs spécialistes appartenant aux différentes organisations de la gauche ont participé à ce débat dont notre camarade Pierre Mendès France. Nous avons le plaisir de publier en exclusivité les principaux passages de cette importante intervention.*

Jusqu'à maintenant, on a abordé ce problème d'une manière empirique, anarchique, disons sur le plan de la charité. Il y a des gens malheureux, ils crèvent de faim, ils n'arrivent pas à se développer eux-mêmes, il faut les aider ; on leur a fait des dons, des prêts, des conditions dites avantageuses : c'est exactement comme si, au 19<sup>e</sup> siècle quand le besoin de transformation sociale a fait son apparition dans les pays industrialisés, on avait dit : c'est vrai, la classe ouvrière ou la paysannerie pauvre sont dans une situation malheureuse, on va augmenter les dotations des associations de bienfaisance, on va leur faire un peu plus la charité. Nous nous rendons bien compte que cela n'aurait aucunement permis de faire face, même aux aspects les plus aigus des tensions à la fois politiques, sociales, économiques qui se produisaient alors.

Les seules décisions qui amélioreraient les déséquilibres sont celles qui organiseraient un prélèvement planifié sur les ressources des pays riches pour l'affecter à des utilisations productives susceptibles de développer effectivement et en profondeur le progrès dans les pays actuellement arriérés.

Je voudrais énumérer, dans cet esprit, un certain nombre de moyens d'intervention sur les structures qui pourraient être retenus, sans prétendre épuiser la liste de ces moyens et des possibilités : ...

Il est évident qu'il faut permettre aux pays dits en voie de développement de tirer un meilleur parti de leurs ressources propres et de leurs productions...

Les conditions dans lesquelles sont organisés les marchés mondiaux sont telles que les producteurs sont littéralement exploités. On a souvent réclamé la stabilisation et la revalorisation des prix de vente des produits ; on s'est toujours heurté à des difficultés résultant surtout de l'absence de moyens de financement suffisants. C'est l'obstacle principal. Le problème du financement ne se poserait plus, ou tout au moins se poserait dans des conditions tout à fait différentes, si les stocks régulateurs

des cours des matières premières et des produits de base étaient constitués en réserves monétaires, contreparties des créations de liquidités internationales.

Il y a actuellement des discussions monétaires entre les pays financièrement les plus puissants. Eh bien ! il y a un fait révoltant : quels que soient par ailleurs leurs dissentiments, les diverses propositions mises en avant par les nations riches vont avoir finalement pour conséquence d'augmenter encore leurs moyens en même temps que le handicap des pays pauvres...

Ils refusent tout lien organique entre la création de liquidités et l'octroi de garanties aux plus nécessiteux, c'est-à-dire que l'augmentation des moyens mis à la disposition des pays riches ne profiterait aux autres que selon leur bon vouloir, selon le même genre de procédure que par le passé, avec leurs insuffisances et toutes leurs implications politiques, militaires ou autres.

J'aimerais qu'au cours de notre discussion nous puissions revenir sur ce point et sur l'intérêt qu'il y aurait pour les pays sous-développés à soutenir des formules de réformes monétaires qui élargissent leurs moyens, les protègent mieux et les réintroduisent dans le courant des échanges internationaux...

On devrait, à mon avis, décider que les institutions internationales seront chargées d'établir des sortes de modèles, des sortes de schémas types qui seraient mis à la disposition des gouvernements utilisateurs, avec éventuellement des techniciens spécialisés...

Il est souhaitable d'éviter que les Etats qui fournissent l'aide soient appelés à jouer ce rôle...

Il faut insister sur l'exportation, par les pays pauvres — en dehors des produits simples et primaires déjà visés tout à l'heure — de marchandises semi-ouvrées ou ouvrées. Si on veut que ces pays s'industrialisent, il faut leur permettre d'exporter des marchandises transformées ou relativement transformées ; ceci nécessite évidemment la signature d'accords internationaux d'un type nouveau et qui excluent les clauses classiques du type de la clause de la

nation la plus favorisée, etc.. Il y a là une perspective nouvelle à envisager.

Il est souhaitable que nous nous acheminions vers une distribution nouvelle de la production industrielle à travers le monde. Certaines industries de transformation simple, (textiles, cuir, bois, conserveries, etc...) peuvent se développer dans les pays qui, d'ores et déjà, sont en état de franchir un premier stade d'industrialisation.

Ceci implique que les pays les plus industrialisés, s'agissant des marchandises correspondantes, fassent des concessions, ne prétendent plus au monopole de leurs production ; cela tandis que, par ailleurs, dans ces pays industrialisés, un effort serait fait vers les secteurs de pointe, les activités plus raffinées qui nécessitent des investissements coûteux et une main-d'œuvre qualifiée...

Nous venons d'entendre soutenir que l'évolution néfaste des termes de l'échange est inévitable, que la notion même d'aide est vicieuse, que la théorie dite de l'incapacité d'absorption reste valable. Après avoir entendu tout cela, on finit par avoir l'impression que, décidément, il ne reste pas grand chose à faire.

Je reste persuadé qu'un effort fructueux est possible. D'une part pour faire disparaître des phénomènes malsains, et l'évolution des termes <de l'échange, auquel on peut sans doute porter remède, en est un exemple> ; d'autre part pour opérer une certaine redistribution à l'échelle du monde, ce qui implique l'idée d'un transfert, c'est-à-dire d'une aide.

Termes de l'échange ? Aucun de nous n'est choqué, ni sceptique *a priori* lorsqu'à l'intérieur de nos pays on veut améliorer les termes de l'échange d'une fraction de la population. Pourquoi les mêmes idées, les mêmes mécanismes ne seraient-ils pas institués sur le plan international pour obtenir les mêmes résultats au profit de catégories de peuples et de producteurs après tout comparables ?

Il n'est pas question de dire que l'amélioration des termes de l'échange réglera tous les problèmes. Mais elle atténuera des inégalités choquantes, des structures qui sont des obstacles au progrès, des procédures d'exploitation d'une fraction du monde par une autre...

Le dollar est une monnaie nationale gérée par des autorités nationales, en fonction de leurs objectifs nationaux, domestiques, internes ; on ne peut pas le leur reprocher ; chaque pays gère sa monnaie comme il croit devoir le faire en fonction de ses intérêts. Mais à partir du moment où une monnaie est administrée pour servir des objectifs strictement internes, elle ne fournit pas un étalon internationalement indiscutable. Il n'est pas normal que tout le système des règlements internationaux repose sur une devise

ainsi gérée.

Nous sommes donc dans une impasse et il est urgent de mettre fin à une situation qui risque à un moment donné de se terminer par des conséquences désastreuses pour tout le monde. Il faut trouver d'autres bases.

Je ne propose pas d'adopter le système de la monnaie marchandise qui a été mis en avant par des théoriciens éminents. Il faudrait admettre pour cela qu'à côté des encaisses classiques, on établirait des réserves monétaires constituées par des stocks de matières premières.

Je vous signale que les trois économistes éminents qui ont étudié cette affaire récemment pour le compte des Nations-Unis et de l'organisation Prebisch, à savoir Nicholas Kaldor, Jan Tinbergen et Albert Hart, ont proposé des critères objectifs qui conduisent à sélectionner 25 ou 30 matières premières ou produits de base (je dis toujours matières premières et produits de base, car cela inclut certains produits semi-ouvrés, comme l'acier ou la fonte). Ces 25 ou 30 produits fondamentaux correspondent à l'essentiel des ressources des pays sous-développés...

Les conditions actuellement imposées aux producteurs dans un certain nombre de cas et qui conduisent à leur exploitation ne pourraient plus se reproduire dès lors qu'existerait un marché de référence qui serait assaini...

Tout cela deviendrait très différent, aussi bien les contrats bilatéraux internationaux que les prix du marché, le jour où celui-ci serait régularisé, sous le contrôle d'une institution internationale, au lieu d'être abandonné aux hasards des spéculations ou des intérêts des uns ou des autres.

La stabilisation recherchée, la régularisation des termes de l'échange se référerait à un indice pondéré dans le calcul duquel les 25 ou 30 matières premières et produits de base retenus entreraient à proportion des échanges auxquels chacun d'eux donne lieu dans les courants internationaux.

Ce qui sera entrepris pour assurer des relations moins inégales, moins injustes entre les pays défavorisés et les pays industrialisés ne produira en tout cas des effets sensibles, qu'avec un certain temps, et il est vrai que les effets seront loin d'être décisifs pendant une période intermédiaire.

C'est pourquoi je continue à croire qu'il faut en tous cas, rester fidèle à l'idée de transfert direct, c'est-à-dire d'aide...

Personnellement je ne crois pas que les aides extérieures doivent être purement et simplement condamnées. Par contre, il est utile d'étudier les précautions et garanties nécessaires pour réduire les graves inconvénients constatés parfois...